

AMPLIFYCHANGE

Boite à Outils

Du Gestionnaire de Programme DSSR



MODULE 1 :
MÉCANISMES D'ENGAGEMENT CITOYEN POUR
PROMOUVOIR LA PERFORMANCE EN MATIÈRE DE
POLITIQUES ET DE PRATIQUES DSSR

Août 2019

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Avant propos..... | 3 |
| 1. Introduction | 5 |
| 1.1 Contexte | 5 |
| 1.2 Justification | 5 |
| 1.3 But..... | 6 |
| 1.4 Objectifs | 6 |
| 1.5 Méthodologie | 6 |
| 1.6 Contenu du module | 6 |
| 2. Définition des termes et concepts | 8 |
| 2.1 Les citoyens..... | 8 |
| 2.2 Les bénéficiaires | 8 |
| 2.3 L'engagement citoyen..... | 8 |
| 2.4 La rétroaction des bénéficiaires | 8 |
| 3. Le spectre de la participation citoyenne..... | 9 |
| 3.1 La consultation | 9 |
| 3.2 La collaboration | 9 |
| 3.3 La participation | 9 |
| 3.4 L'autonomisation..... | 9 |
| 4. Les principes directeurs de l'engagement citoyen..... | 11 |
| 4.1 Axé sur les résultats | 11 |
| 4.2 Engagement tout au long du cycle opérationnel..... | 11 |
| 4.3 Renforcement des systèmes nationaux de participation des citoyens..... | 11 |
| 4.4 Adapté au contexte | 11 |
| 4.5 Progressif, itératif et évolutif | 11 |
| 5. Les mécanismes d'engagement citoyen et leurs applications au secteur DSSR | 12 |
| 6. Évaluation de la pertinence des initiatives d'engagement pour les programmes/projets DSSR | 22 |
| 7. Conclusion | 25 |
| Références | 26 |

Conseils et Appui pour l'Education à la Base (CAEB) reconnaît l'importance capitale du plaidoyer et du renforcement des capacités des Organisations de la société civile pour les droits et santé sexuelle et de la reproduction (DSSR).

Plusieurs instruments internationaux ont été élaborés et adoptés pour garantir les droits de l'homme en général, et les DSSR, entre autres :

- L'Agenda pour le développement durable de 2030 ;
- La Charte des Nations Unies signée à San Francisco de 1945
- La Convention internationale relative aux Droits de l'enfant (CIDE) de 1990
- La Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples en 1981
- Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique, dit « Protocole de Maputo » en 2005,

La promotion de l'Engagement Citoyen (EC) dans le cadre de la gestion des programmes/projets et de la gouvernance des organes de gestion des structures sanitaires permet une implication effective et pérenne des citoyens dans gestion des initiatives DSSR. L'implication des citoyens ne se limite pas aux étapes conception et évaluation finale, mais est intégrée dans tout le cycle de la gestion des programmes et projets DSSR. Aussi, l'implication des citoyens dans les organes de gestion des structures sanitaires est assurée grâce à des mécanismes d'engagement citoyens appropriés, permettant de prendre en compte la voix des citoyens et les besoins des groupes vulnérables.

La conception de ce module est commanditée dans le cadre de la mise en œuvre du paquet d'activités du projet Amplifychange et qui couvre 4 pays d'Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Guinée, Mali et Niger). Il fait partie des 4 modules de «La boîte à outils du gestionnaire du programme DSSR» qui permettra de renforcer les capacités des leaders et des organisations de plaidoyer travaillant pour la promotion des DSSR dans les 4 pays retenus et ceux de l'Afrique subsaharienne en général. Dans le cadre de la construction du mouvement pour les droits à la santé sexuelle et reproductifs, il soutiendra les partenariats au sein de la société civile au niveau mondial et au niveau national ou local. Les modules suivants sont inclus dans la boîte à outils:

- Module 1: Mécanismes d'engagement citoyen pour promouvoir la performance en matière de politiques et de pratiques DSSR
- Module 2: Comprendre et appliquer la programmation basée sur les droits dans le secteur DSSR
- Module 3: Réseautage et partenariats pour un plaidoyer et un lobbying efficaces en matière de DSSR
- Module 4: La boîte à outils des champions pour la sensibilisation aux DSSR dans les milieux scolaires et extrascolaires.

Les contenus des modules tiennent compte des réalités politiques, sociales et économiques nationales et régionales et des obstacles aux DSSR, sur la base de nos études¹ et de l'expérience de nos partenaires dans les pays et les régions.

¹ Les 11 études menées par Ebenezer International dans le cadre de la présente subvention stratégique sont les suivantes:

- Six (6) Analyse de l'Economie Politique du secteur DSSR respectivement au Burkina Faso, Mali, Niger, Guinée, Malawi,

Chaque module de la boîte à outils est conçu pour être facilement exploitable pour les utilisateurs, dans un package comprenant le manuel de formation pour le module en versions PDF et Word, des présentations PowerPoint du module pour les futurs besoins de formation dans les OSC et des présentations vidéo enregistrées comme bons modèles pour les formateurs des OSC.

La boîte à outils est produite en français et traduite dans 4 langues nationales (Bambara du Mali, Maninka de la Guinée, Haoussa du Niger et Moré du Burkina Faso) et en langue braille pour les personnes aveugles.

Nous espérons que ces modules permettront aux gestionnaires des programmes des organisations travaillant pour la promotion des DSSR d'être plus efficaces dans leurs initiatives de mobilisation et de gestion des fonds visant à répondre aux défis liés aux DSSR, tout en assurant une implication active des groupes vulnérables, marginalisés ou exclus.

-
- Zimbabwe, disponible en français. La version Anglaise est aussi disponible pour les études du Malawi et du Zimbabwe ;
- Analyse comparative ciblée de la littérature en lien avec les DSSR en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Niger, Guinée), disponible en française ;
 - Analyse comparative ciblée de la littérature en lien avec les DSSR en Afrique du Sud-Est (Malawi, Zimbabwe, Ouganda, Afrique du Sud), disponible en français et en anglais ;
 - Sondage en ligne sur la satisfaction des citoyens sur les Droits à la santé sexuelle et reproductive pour les écoles secondaires et les universités avec 30 000 répondants dans 6 pays de l'Afrique subsaharienne (Mali, Burkina, Niger, Guinée, Malawi, Zimbabwe) disponible en français ;
 - Analyse de l'indice du pays favorable aux DSSR pour 6 pays de l'Afrique subsaharienne (Mali, Burkina, Niger, Guinée, Malawi, Zimbabwe), disponible en français;
 - Rapport sur la performance des droits à la Santé Sexuelle et Reproductive pour 6 pays de l'Afrique subsaharienne, disponible en français ;
 - Formulaire d'évaluation de la performance des politiques DSSR, disponible en français.

1. Introduction

1.1 Contexte

Les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Australe font face à des nombreux défis : difficultés d'application des textes, difficultés d'interprétation, persistance des violations des droits, persistance d'obstacles médicaux, inefficacité des droits, limites des fonds alloués au secteur de la santé, absence de normes harmonisées en matière de Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR) conformément aux engagements mondiaux, continentaux et régionaux.

AmplifyChange a une Subvention Stratégique qui a pour objectif de :

- Plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie DSSR sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange aux niveaux régional et national dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso) ;
- Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des organisations de la société civile pour une meilleure mise en œuvre, et le suivi-évaluation de l'impact des politiques en DSSR dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso).

De plus, le projet travaille avec deux principales institutions régionales en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe à savoir:

- Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Bobo Dioulasso, Burkina Faso;
- Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), siège régional de l'Afrique de l'ouest à Dakar, au Sénégal.

Cette subvention stratégique d'AmplifyChange est l'initiative d'un Consortium de 4 organisations (CAEB, Coalition des Organisations de la Société Civile pour le repositionnement de la planification familiale en Afrique de l'Ouest francophone, Ebenezer International et Humanité & Inclusion) pour une durée de 2 ans, allant du 1^{er} Novembre 2018 au 31 Octobre 2020, avec **CAEB** comme lead. Elle donne l'opportunité aux organisations membres dudit consortium de faire du plaidoyer et mettre en œuvre des activités de renforcement des capacités des coalitions visant à améliorer la performance des politiques et des stratégies DSSR dans quatre pays d'Afrique subsaharienne en Afrique de l'Ouest (Mali, Niger, et Guinée Burkina Faso), avec des visites d'expérience et des études comparatives menées dans trois pays de l'Afrique Australe (Malawi, Zimbabwe et Ouganda).

Le projet est mis en œuvre dans les deux régions ci-dessous de l'Afrique Subsaharienne :

- Afrique de l'Ouest: Guinée, Mali, Niger, Burkina Faso ;
- Afrique Australe : Malawi, Zimbabwe, Ouganda.

1.2 Justification

C'est dans ce cadre que la conception des quatre modules de « La boîte à outils du gestionnaire de programme DSSR » a été réalisé. Le module 1, intitulé « Mécanismes d'engagement citoyen pour promouvoir la performance en matière de politiques et de pratiques DSSR », est retenu pour promouvoir l'engagement citoyen parmi les acteurs intervenants pour la promotion des DSSR à travers vingt-sept (27) mécanismes

d'engagement citoyens pouvant être retenus et exploités selon les besoins et le contexte de chaque initiative, programmes ou projet.

1.3 But

Le module vise à introduire les gestionnaires des programmes de nos partenaires à l'engagement citoyen, et plus spécifiquement à l'exploitation des mécanismes d'engagement citoyen dans la gestion du cycle de leurs programmes/projets DSSR. Il met à leur disposition 27 mécanismes d'engagement citoyens parmi lesquels ils peuvent choisir, selon leurs objectifs et la spécificité de leur contexte. La finalité du module est de garantir une implication active, efficace et pérenne des citoyens dans la gestion des initiatives DSSR aux niveaux national, régional, préfectoral et local au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et au Niger.

1.4 Objectifs

Ce module permet aux gestionnaires des programmes et projets DSSR de :

- se familiariser avec l'engagement citoyen, de même que les concepts y afférents ;
- comprendre le spectre de la participation citoyenne et son importance pour le secteur DSSR;
- connaître les principes directeurs de l'EC et leurs applications au secteur DSSR ;
- maîtriser l'exploitation et évaluer la pertinence des mécanismes d'engagement citoyen dans le cycle de la gestion des programmes et projets DSSR.

1.5 Méthodologie

Le module a été conçu selon une démarche participative et inclusive, conformément au schéma méthodologique suivant, construit autour de quatre phases :

- **Première phase** : le recrutement d'un consultant chargé de la conception de la version initiale du présent module;
- **Deuxième phase** : Recherche documentaire et échanges avec les parties prenantes clés du secteur DSSR;
- **Troisième phase** : la prise en compte des recommandations des études menées dans le cadre du projet par Ebenezer International;
- **Quatrième phase** : la prise en compte des commentaires et suggestions dans la version finale.

1.6 Contenu du module

Le contenu du module est structuré autour de 3 sections de formation brièvement présentés ci-dessous :

- **Section 1 : Définition des termes et concepts**

Elle définit les termes et concepts citoyens, bénéficiaires, engagement citoyen et rétroaction des bénéficiaires.

- **Section 2 : Le spectre de la participation citoyenne**

Cette section définit les concepts de consultation, collaboration, participation et d'autonomisation dans le cadre du spectre de la participation citoyenne.

- **Section 3 : Les principes directeurs de l'Engagement Citoyen**

Cette section présente et examine l'application des cinq (5) principes directeurs de l'Engagement Citoyen appliqués aux DSSR, à savoir : la focalisation sur les résultats, l'engagement tout au long du cycle opérationnel, le renforcement des systèmes nationaux de participation des citoyens, l'adaptation au contexte, la progression.

- **Section 4 : Les mécanismes d'engagement citoyen et leurs applications au secteur DSSR**

La section donne une définition précise de chacun des vingt-sept (27) mécanismes d'engagement citoyen et donne des exemples d'applications possibles pour chacun de ces mécanismes, ouvrant la porte à l'innovation de la part des gestionnaires de programmes pendant la gestion du cycle des programmes/projets DSSR.

- **Section 5 : Evaluation de la pertinence des initiatives d'engagement citoyen**

Cette section présente des questions et un tableau d'évaluation de la pertinence des initiatives d'engagement pour les programmes/projets DSSR. Elle permet au gestionnaire de programme/projet DSSR d'apprécier l'opportunité d'inclure ou pas un ou des mécanismes d'engagement citoyen dans une initiative donnée et d'en évaluer le coût et la faisabilité.

2. Définition des termes et concepts

2.1 Les citoyens

Les citoyens sont considérés comme le client ou bénéficiaire ultime des interventions du gouvernement, des institutions de développement et du secteur privé dans un pays. Les citoyens peuvent agir en tant qu'individus ou s'organiser eux-mêmes en associations et en groupes tels que des groupes communautaires, des groupes de femmes ou des groupes de peuples autochtones. Les organisations de la société civile (OSC) peuvent représenter les citoyens et peuvent inclure des organisations hors du secteur public ou à but lucratif, telles que des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations caritatives, des organisations confessionnelles, des fondations, des universités, des associations, des instituts de développement des politiques et de recherche, syndicats, et mouvements sociaux. Dans ce contexte, le terme *citoyen* n'est pas utilisé dans un sens juridique, mais s'entend au sens large. Il s'entend de toutes les personnes d'une société ou d'un pays de manière inclusive et non discriminatoire.

2.2 Les bénéficiaires

Les bénéficiaires sont définis comme un sous-ensemble de citoyens directement ciblés par un projet de développement et susceptibles de bénéficier de ce projet. A titre d'exemple, les programmes/projets de planification familiale pour la création de la demande et celles visant à améliorer l'offre et l'accès aux services peuvent avoir comme bénéficiaires les groupes de jeunes et de femmes défavorisés en milieu urbain ou rural.

2.3 L'engagement citoyen

L'engagement citoyen se définit comme l'interaction à double sens entre les citoyens et les gouvernements ou le secteur privé dans le cadre des interventions (dialogue politique, programmes, projets, services de conseil et d'analyse), qui donne aux citoyens un intérêt dans la prise de décision avec l'objectif d'améliorer les résultats intermédiaires et finaux de développement de l'intervention.

2.4 La rétroaction des bénéficiaires

La rétroaction des bénéficiaires, un sous-ensemble d'engagement des citoyens, fait référence à un engagement (consultation, collaboration et autonomisation) avec les citoyens qui sont clairement des bénéficiaires (directs) du projet lors de la préparation, de la mise en œuvre et de l'évaluation. L'objectif est d'intégrer les activités de consultation, de collaboration et d'autonomisation dans la conception et la mise en œuvre de projets pour faciliter l'apprentissage continu, améliorer le suivi du projet et obtenir de meilleurs résultats.

3. Le spectre de la participation citoyenne

Le spectre de la participation des citoyens comprend la consultation; collaboration et participation; et l'autonomisation (voir Figure 1.1).

3.1 La consultation

La consultation se définit comme l'«action de consulter quelqu'un, de lui demander son avis»². A titre d'exemple, on peut réaliser une consultation de la population par référendum.

Ceci implique une information des acteurs ou populations consultées et nécessite parfois un encadrement, des explications théoriques et le modelage.

3.2 La collaboration

Action de collaborer, de participer à une œuvre avec d'autres. Cette étape nécessite peu d'encadrement des partenaires, mais exige la disponibilité des initiateurs de la collaboration à accompagner les autres acteurs concernés à travers des échanges réguliers.

3.3 La participation

La participation³ est l'action de participer à quelque chose. Dans le domaine politique, social et de la vie associative, la participation est considérée comme une « *intervention dans les discussions et les décisions touchant l'organisation, la politique générale et l'avenir d'une communauté* ».

3.4 L'autonomisation

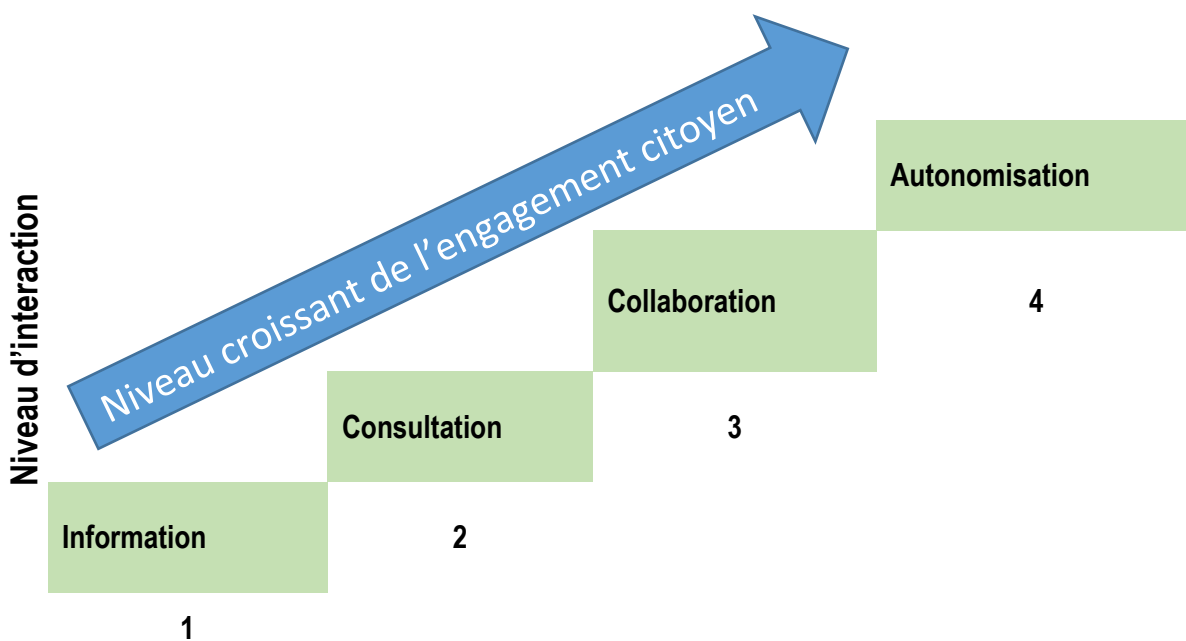
L'autonomisation est le fait de se rendre autonome, de conquérir son autonomie⁴. Elle se dit d'un organisme qui gère lui-même les affaires qui lui sont propres. Elle caractérise des organisations ayant une certaine indépendance, et qui sont capables d'agir sans avoir recours à autrui.

² <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/consultation/18521>

³ <https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition-participation/>

⁴ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/autonomisation/6780>

Graphique 1 : Dimensions de l'engagement citoyen⁵



Implication des citoyens dans la prise de décision

1. Informer : Fournir aux citoyens des informations équilibrées et objectives pour les assister dans la compréhension du problème, des alternatives, des opportunités et des solutions
2. Consultation : Avoir le retour/feed-back sur les analyses, alternatives et décisions
3. Collaborer : Avoir un partenariat avec les citoyens pour l'ensemble ou une partie de la prise de décision
4. Autonomisation : Prise de décision finale entre les mains des citoyens

⁵Source: Adapté de « [IAP2 Spectrum of Public Participation](#) », Association internationale pour la participation publique.

4. Les principes directeurs de l'engagement citoyen

Dans le cadre des programmes, projets et initiatives de promotion des DSSR, l'engagement citoyen devrait s'appuyer sur cinq principes de haut niveau: axé sur les résultats, engagement tout au long du cycle opérationnel, renforcement des systèmes nationaux, régionaux ou locaux d'engagement, adaptation au contexte, progression.

4.1 Axé sur les résultats

L'EC a un coût; cela nécessite l'allocation de ressources, de temps et d'efforts pour concevoir et mettre en œuvre des mécanismes d'engagement appropriés. Pour ces raisons, des investissements dans le renforcement des capacités doivent être entrepris dans la mesure où ils peuvent contribuer à améliorer les résultats des programmes/projets DSSR. Opérationnaliser cette approche implique d'identifier les cadres existants dans le secteur de la santé (aux niveaux national, régional, préfectoral et municipal), où l'EC peut apporter la contribution la plus forte aux résultats, définir clairement les objectifs de la participation des citoyens dans le contexte spécifique.

4.2 Engagement tout au long du cycle opérationnel

Bien que les consultations soient fréquemment utilisées lors de la préparation des programmes et projets DSSR en général, l'engagement est moins systématique lors de la mise en œuvre. La promotion des mécanismes d'engagement citoyen dans le cadre des programmes/projets DSSR préconise donc une approche visant à accroître le renforcement des capacités lors de la préparation, de la mise en œuvre et de l'évaluation des programmes et des projets, afin de contribuer à l'amélioration des résultats.

4.3 Renforcement des systèmes nationaux de participation des citoyens

Les efforts de promotion de l'EC visent à soutenir et à renforcer les systèmes gouvernementaux permettant la participation des citoyens. Dans le cadre de chaque programme/projet DSSR ou de la gestion des structures sanitaires à différents niveaux, les gestionnaires des programmes/projets doivent convenir avec les structures étatiques ou municipales des cadres appropriés permettant l'intégration de l'EC.

4.4 Adapté au contexte

Dans le cadre des programmes/projets DSSR, l'EC doit être adapté au contexte de la législation et de la réglementation nationale, de même qu'aux cadres déjà existants. Il doit prendre en compte les capacités aux différents niveaux et la volonté des gouvernements ou autorités municipales et des citoyens de s'engager. Les gouvernements doivent mettre les informations pertinentes à la disposition des citoyens dans des formats accessibles et compréhensibles, et renforcer les capacités et les systèmes pour fournir des réponses adéquates aux commentaires et suggestions des citoyens. Les citoyens doivent acquérir un minimum de compétences pour s'impliquer et contribuer significativement à l'atteinte des résultats du secteur DSSR.

4.5 Progressif, itératif et évolutif

En raison de la nature complexe de l'EC, du temps nécessaire pour créer une capacité de participation adéquate là où elle n'existe pas et de la nécessité d'un apprentissage continu, une approche progressive de l'intégration de l'EC dans la gestion du cycle des programmes/projets DSSR est conseillée. Il est souhaitable de faire le bilan des progrès et des enseignements tirés de la mise en œuvre des mécanismes d'EC tous les six mois afin d'en faire un processus d'apprentissage itératif et continu et de permettre des ajustements, tenant compte de l'évolution du contexte.

5. Les mécanismes d'engagement citoyen et leurs applications au secteur DSSR

Le tableau ci-dessous présente vingt-sept (27) mécanismes d'engagement citoyen qui peuvent être regroupés en quatre grandes catégories :

- a) les mécanismes traditionnels de consultation et de retour d'information, tels que les groupes de discussion et les enquêtes de satisfaction;
- b) les mécanismes participatifs, tels que les cartes de score communautaires, la planification et la budgétisation participatives;
- c) les mécanismes dirigés par les citoyens, tels que des comités de gestion communautaires ou de gestion des utilisateurs ;
- d) les mécanismes de contrôle tiers comprennent des audits sociaux, la carte de score citoyenne, des enquêtes de suivi des dépenses publiques et une collaboration avec des entités de contrôle indépendantes telles que des commissions d'information, des médiateurs ou des institutions supérieures de contrôle.

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|---|---|--|
| <p>1. Les campagnes de sensibilisation budgétaires</p> | <p>Les campagnes de sensibilisation budgétaires sont des efforts - généralement déployés par la société civile, des universitaires ou des instituts de recherche - pour renforcer la capacité des citoyens et de la société civile à comprendre les budgets afin de tenir le gouvernement responsable des engagements budgétaires et d'influencer les priorités budgétaires.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Formations ou sensibilisation des associations faitières de la société civile sur les budgets relatifs à la santé aux niveaux national, régional, préfectoral et municipal • Formations ou sensibilisation des associations faitières de la société civile à différents niveaux sur les budgets au niveau du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, des hôpitaux spécialisés, des hôpitaux régionaux, des centre de santé de référence de district, des ASACO-CSCom et maternités rurales • Formation des organisations de la société civile sur l'analyse et le processus budgétaire de l'Etat en général, et du Plan d'Actions National Budgétisé (PANB) en particulier • Appui aux services techniques de l'Etat pour développement et dissémination de données et indicateurs budgétaires désagrégées de la santé en lien avec les DSSR • Formation des services techniques de l'Etat sur la budgétisation sensible au genre et à l'équité dans le secteur DSSR • Mise en place d'un système de monitoring et de rapportage périodique des dépenses de la santé en ligne aux différents niveaux de la hiérarchie des structures sanitaires |

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|---|--|---|
| 2. La charte citoyenne | La charte citoyenne est un document qui informe les citoyens des droits qu'ils ont en matière de service en tant qu'utilisateurs d'un service public; les normes auxquelles ils peuvent s'attendre pour un service (délais et qualité); recours disponibles pour non-respect des normes; et les procédures, les coûts et les frais d'un service. Les chartes donnent aux utilisateurs le droit à une explication (et dans certains cas une compensation) si les normes ne sont pas respectées. | <ul style="list-style-type: none"> • Signature de chartes citoyennes entre les OSC faitière travaillant dans le domaine de la santé et les services de santé de l'Etat aux différents niveaux dans le cadre de leurs activités en tant qu'ONG, associations ou groupements... • Signature de charges citoyennes entre les représentants des bénéficiaires des services de santé et les hôpitaux, les CSRef, les ASOCO-CSCCom... mettant un accent particulier sur les DSSR, avec un rapportage annuel sur la performance et un renouvellement de la signature de la charte chaque 2 ans |
| 3. La carte de score citoyenne | La carte de score citoyenne est une évaluation des services publics par les utilisateurs (citoyens) à travers des sondages auprès des clients. Cela va au-delà de la collecte de données pour devenir un instrument de redevabilité publique à travers une couverture médiatique étendue et le plaidoyer de la société civile qui accompagne le processus. | <ul style="list-style-type: none"> • Organisation de sondages périodiques en ligne ou sur papier auprès des clients dans les services de santé et les hôpitaux, les CSRef, les ASACO-CSCCom et diffusion médiatisée de leurs résultats • Sondages spécialisés menés auprès des groupes vulnérables, marginalisés ou exclus en termes d'accès aux produits et services DSSR dans les services de santé et les hôpitaux, les CSRef, les ASACO-CSCCom et diffusion médiatisée de leurs résultats |
| 4. Les enquêtes de satisfaction citoyennes | Les enquêtes de satisfaction citoyennes fournissent une évaluation quantitative de la performance du gouvernement et de la prestation de services basée sur l'expérience des citoyens. En fonction de l'objectif, les enquêtes peuvent collecter des données sur une variété de sujets allant des perceptions de la performance de la prestation de services et des représentants élus aux désirs pour de nouveaux projets et services d'immobilisations. | <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation quantitative de la performance des services techniques et des structures sanitaires de l'Etat • Identification des priorités des projets et des initiatives d'acquisition des immobilisations en lien avec les DSSR auprès des citoyens, avec une attention particulière pour les groupes vulnérables |

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|---|--|--|
| 5. L'adhésion des citoyens et des utilisateurs aux organes de décision | L'adhésion des citoyens et des utilisateurs aux organes de décision est un moyen de garantir la redevabilité en permettant aux personnes capables de soutenir les intérêts des utilisateurs de siéger dans des comités qui prennent des décisions sur les activités du projet en cours de mise en œuvre (dispositif au niveau du projet) ou de conseils de services publics (dispositif au niveau sectoriel). | <ul style="list-style-type: none"> • Formation des associations faitières de la société civile sur les textes régissant le fonctionnement des organes de gestion et de direction des structures techniques et sanitaires de l'Etat du niveau national au niveau municipal ; • Formation des représentants de la société civile dans les organes de gestion et de direction des structures de santé sur les notions de bonne gouvernance, de transparence, d'équité et de genre, avec un accent mis sur la prise en compte des priorités du secteur DSSR • Représentation de la société civile dans les comités de pilotages ou d'orientation des programmes et projets DSSR |
| 6. Les jurys citoyens | Les jurys citoyens sont un groupe de membres sélectionnés d'une communauté qui formule des recommandations ou instrument participatif d'action destiné à compléter les processus démocratiques classiques. | <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de jurys citoyens pour examiner et formuler des recommandations aux autorités compétentes à différents niveaux dans les processus d'élaboration des politiques et des budgets DSSR • Mise en place de jurys citoyens pour examiner et formuler des recommandations aux autorités compétentes à différents niveaux suite à la production de différents rapports en lien avec la santé et les DSSR |
| 7. La passation de marchés communautaires | La passation de marchés communautaires a lieu lorsque la fourniture de services est sous-traitée aux groupes communautaires ou lorsque des groupes communautaires sous-traitent des prestataires de services ou pour la construction d'infrastructures. | <ul style="list-style-type: none"> • Formation et responsabilisation des communautés locales dans le processus de construction des structures sanitaires et de l'acquisition de leurs équipements • Formation et responsabilisation des communautés locales pour la gestion conjointe des évacuations des malades, notamment en milieu rural, vers les structures sanitaires • Formation et responsabilisation des communautés dans le processus de commercialisation des produits pharmaceutiques, en particulier ceux répondant aux besoins de la santé de la reproduction • Formation et responsabilisation des communautés dans la passation des marchés aux prestataires des services DSSR, notamment en milieu rural |

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|--|--|---|
| 8. La gestion communautaire | <p>La gestion communautaire est réalisée lorsque les services sont entièrement gérés ou détenus par des utilisateurs de services ou des communautés. Les consommateurs sont propriétaires du service directement (chaque client possède une part) lorsqu'ils forment des coopératives.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Formation des communautés sur la bonne gouvernance des associations de santé communautaires • Formation des responsables communautaires impliqués dans la gestion des associations de santé communautaires sur les règles de passation, de suivi et d'évaluation des marchés, avec une attention particulière pour ceux portant sur les services ou produits en lien avec les DSSR • Formation des responsables communautaires impliqués dans la gestion des associations de santé communautaires sur la mobilisation et la gestion des ressources des associations de santé communautaires |
| 9. Le suivi communautaire | <p>Le suivi communautaire est un système de mesure, d'enregistrement, de collecte et d'analyse d'informations ; de communication et d'action sur la base de ces informations pour améliorer les performances. Il tient les institutions gouvernementales redevables de leurs actes, fournit des informations en retour, partage le contrôle du suivi-évaluation, identifie et / ou prend des mesures correctives et cherche à faciliter le dialogue entre les citoyens et les responsables du projet.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept de suivi communautaire des structures sanitaires à différents niveaux au sein des populations rurales et urbaines • Développement des indicateurs et mise en œuvre de mécanismes de suivi communautaires des structures sanitaires à différents niveaux • Création de cadres de redevabilité périodiques des responsables des structures sanitaires envers les populations bénéficiaires, notamment ceux en charge de la gestion des services ou produits DSSR |
| 10. La surveillance communautaire | <p>La surveillance communautaire est la surveillance des projets de construction financés par des fonds publics par des citoyens, des organisations communautaires et / ou de la société civile, participant directement ou indirectement à une obligation de rendre compte. Cela s'applique à toutes les étapes du cycle du projet, même si l'accent est mis sur la phase de construction.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept de surveillance communautaire des programmes et projets DSSR à toutes les étapes de leurs cycles • Participation des médias traditionnels et sociaux aux discussions dans le cadre de la surveillance communautaire sur les réalisations des programmes et projets DSSR à toutes les étapes de leurs cycles |

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|---|---|--|
| 11. Le tableau de bord communautaire | <p>Le tableau de bord communautaire est un outil de suivi basé sur la communauté qui évalue les services, les projets et la performance du gouvernement en analysant les données qualitatives obtenues lors de discussions de groupe avec la communauté. Il comprend généralement des réunions d'interface entre les fournisseurs de services et les utilisateurs afin de formuler un plan d'action pour remédier aux problèmes et lacunes identifiés.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept de tableau de bord communautaire pour les différents niveaux des services sanitaires et des programmes et projets DSSR au sein des organisations de la société civile et des communautés • Formation des leaders communautaires et de la société civile sur le suivi-évaluation et l'analyse des données des programmes et projets DSSR • Dissémination du concept « discussions de groupes » impliquant des fournisseurs de services et des utilisateurs, sanctionnées par l'élaboration de plans d'actions conjointement élaborés et suivis |
| 12. La consultation | <p>La consultation, par opposition au dialogue, est un échange plus structuré dans lequel l'organisateur s'engage à «écouter activement» et à examiner attentivement les commentaires, idées et recommandations reçus. Les consultations sur les bonnes pratiques fournissent des informations en retour sur ce qui a été entendu et sur ce qui a été ou n'a pas été intégré et sur les raisons pour lesquelles les consultations contribuent à l'amélioration des politiques et des programmes.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept de consultation sur les programmes et projets DSSR au sein de la société civile et des leaders communautaires • Organisation de consultations publiques périodiques et médiatisées sur la performance des structures sanitaires à tous les niveaux |
| 13. Les discussions en groupe | <p>Les discussions en groupe sont généralement organisées avec des objectifs, des structures, des délais et des procédures spécifiques. Les groupes de discussion sont composés d'un petit nombre de parties prenantes pour discuter des impacts et des préoccupations du projet et mener des consultations dans un cadre informel. Elles sont conçues pour évaluer la réaction aux actions proposées par le projet et pour acquérir une compréhension détaillée des perspectives, des</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination et formation des parties prenantes du concept de discussions en groupe au sein de la société civile et des leaders communautaires • Intégration des discussions en groupe dans les mécanismes de suivi-évaluation des programmes et projets DSSR • Diffusion par les médias traditionnels et sociaux des résultats ou conclusions des discussions en groupes menées dans le cadre du suivi-évaluation des programmes et projets DSSR |

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|---|---|--|
| | valeurs et des préoccupations des parties prenantes. | |
| 14. Le mécanisme de prise en charge des réclamations (ou mécanisme de traitement des réclamations) | Le mécanisme de prise en charge des réclamations (ou mécanisme de traitement des réclamations) est un système par lequel on répond aux questions ou clarifications relatives au projet, les problèmes de mise en œuvre sont résolus, et les réclamations et les griefs sont efficacement gérés. | <ul style="list-style-type: none"> • Conception et opérationnalisation de plateformes en ligne permettant aux bénéficiaires des services DSSR de signaler des dysfonctionnements ou de faire des réclamations qui permettent aux autorités compétentes de les prendre en charge dans les délais légaux • Monitoring et rapportage périodiques médiatisés sur l'efficacité de la prise en charge des réclamations faites sur les plateformes à différents niveaux • Renforcement des capacités des services techniques de l'Etat pour une prise en charge efficace des réclamations faites en lien avec les DSSR |
| 15. L'analyse budgétaire indépendante | L'analyse budgétaire indépendante est un processus dans lequel les parties prenantes de la société civile recherchent, expliquent, surveillent et diffusent des informations sur les dépenses et les investissements publics afin d'influencer l'allocation de fonds publics par le biais du budget. | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept d'analyse budgétaire indépendante au sein des OSC faitières travaillant sur les questions de DSSR • Conduite d'analyses budgétaires indépendantes sur les budgets des structures sanitaires et des programmes ou projets DSSR, avec une diffusion médiatisée des résultats desdites analyses • Formation des leaders des organisations faitières de la société civile sur l'élaboration de notes de plaidoyer sur les DSSR à l'adresse des autorités compétentes du niveau national au niveau local |
| 16. Le suivi des entrées | Le suivi des intrants consiste à surveiller le flux des actifs physiques et des intrants de service du niveau central au niveau local. Cela s'appelle également le suivi des intrants. | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept de suivi des intrants (actifs physiques ou services) au sein des communautés et des OSC impliquées dans la gestion des initiatives, programmes et projets DSSR • Création de mécanismes de suivi des intrants des initiatives, programmes et projets DSSR évalués sur une base trimestrielle ou semestrielle |
| 17. Les pactes d'intégrité | Les pactes d'intégrité sont un outil de transparence qui permet aux participants et aux agents publics de convenir de règles à appliquer à un marché donné. Il comprend un «engagement | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept de pactes d'intégrités au sein des structures étatiques et de la société civile, des fournisseurs et prestataires des services DSSR pour les différents niveaux de la hiérarchie des structures sanitaires |

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|--|--|---|
| | <p>d'honnêteté» par lequel les parties impliquées s'engagent à ne pas offrir ou exiger de pots-de-vin. Les soumissionnaires acceptent de ne pas influencer pour obtenir le contrat et s'ils obtiennent le contrat, ils doivent éviter les pratiques abusives lors de son exécution.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Mise en place de mécanismes de suivi-évaluation périodique de la performance des pactes d'intégrités pour les différents niveaux de la hiérarchie des structures sanitaires |
| <p>18. La budgétisation participative</p> | <p>La budgétisation participative est un processus par lequel les citoyens participent directement à la formulation du budget, à la prise de décision et au suivi de l'exécution du budget. Il crée un canal permettant aux citoyens de faire entendre leurs priorités budgétaires.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir la budgétisation participative garantissant l'implication des groupes vulnérables (notamment les jeunes, les femmes et les personnes handicapées) aux différents niveaux de la hiérarchie des structures sanitaires Médiatisation des sessions de budgétisation participative, avec un accent sur les lignes budgétaires répondant aux besoins liés aux DSSR |
| <p>19. L'audit physique participatif</p> | <p>L'audit physique participatif concerne les membres de la communauté qui participent à l'inspection physique des sites de projet, en particulier lorsqu'il n'y a pas assez d'auditeurs professionnels pour inspecter toutes les installations. Les citoyens mesurent la quantité et la qualité des matériaux de construction, des infrastructures et des installations.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Dissémination du concept de l'audit physique participatif parmi les organisations de la société civile et les communautés ; Création et dissémination d'outils d'audit physique participatif exploitables par les communautés et les OSC et adaptés aux différents niveaux de la hiérarchie des structures sanitaires Diffusion médiatisées des rapports d'audit physiques participatifs des sites de programmes/projets DSSR |
| <p>20. La planification participative</p> | <p>La planification participative réunit de manière itérative plusieurs parties prenantes clés afin de générer un diagnostic de la situation existante et d'élaborer des stratégies appropriées pour résoudre les problèmes identifiés conjointement. Les composantes, objectifs et stratégies du projet sont conçus en collaboration avec les parties prenantes.</p> | <ul style="list-style-type: none"> Dissémination du concept de planification participative dans le cadre des initiatives, programmes et projets DSSR du niveau national au niveau local Formation des leaders communautaires et de la société civile sur les politiques et programmes, la formulation des objectifs et activités pour une promotion plus efficace des DSSR lors des sessions de planification participative aux différents niveaux de la hiérarchie des structures sanitaires |

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|--|--|---|
| 21. Le contrôle des achats | Le contrôle des achats consiste en un contrôle indépendant effectué par une tierce partie des activités d'achat effectuées par les citoyens, les communautés ou les organisations de la société civile afin de s'assurer qu'il n'y a ni fuite ni violation des règles en matière d'achat. | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept de contrôle des achats au sein des parties prenantes des DSSR, notamment des OSC intervenant dans ce secteur • Formation des OSC du secteur DSSR sur les procédures d'achats • Réalisation de contrôles périodiques des achats des parties prenantes clefs des DSSR et publication médiatisée des résultats |
| 22. Les affichages publics d'informations | Les affichages publics d'informations désignent l'affichage d'informations gouvernementales, généralement sur des projets ou des services, dans des espaces publics tels que des panneaux d'affichage ou des bureaux gouvernementaux, des écoles, des centres de santé, des centres communautaires, des sites de projets et d'autres lieux où les communautés reçoivent des services ou discutent des affaires du gouvernement. | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept d'affichage public des informations relatives aux DSSR avec les parties prenantes et les communautés bénéficiaires des programmes, projets, services et produits DSSR • Identification et équipement de lieux stratégiques pour l'affichage public des données périodiques sur les DSSR au sein des communautés • Elaboration et validation conjointe par les parties prenantes des DSSR d'un règlement intérieur définissant les critères d'utilisation des affichages publics des données périodiques sur les DSSR au sein des communautés |
| 23. Les enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP) | Les Enquêtes de Suivi des Dépenses Publiques (ESDP) impliquent des groupes de citoyens retraçant le flux de ressources publiques nécessaires à la fourniture de biens ou de services publics de l'origine à la destination. Cela peut aider à détecter les goulots d'étranglement, les inefficacités ou la corruption. | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept ESDP au sein des parties prenantes des DSSR • Conduite périodique d'ESDP du secteur DSSR (du niveau national au niveau local) par des représentants d'OSC et dissémination des résultats à travers les médias traditionnels et sociaux |
| 24. Les audiences publiques | Les audiences publiques sont des réunions officielles organisées au niveau de la communauté, au cours desquelles des responsables locaux et des citoyens ont la possibilité d'échanger des informations et d'exprimer leurs opinions sur les affaires de la communauté. Les audiences publiques sont | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept d'audiences publiques organisées pour les différents niveaux de la hiérarchie des structures sanitaires et de gestion des programmes et projets DSSR ; • Tenue d'audiences publiques participatives, inclusives (présence physique des groupes vulnérables comme les femmes, les jeunes et les personnes handicapées démunies) et périodiques médiatisées au niveau des structures sanitaires et des |

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|---|---|--|
| | souvent l'un des éléments d'une initiative d'audit social. | programmes et projets DSSR |
| 25. La déclaration publique des dépenses | La déclaration publique des dépenses fait référence à la divulgation et à la diffusion publique d'informations sur les dépenses du gouvernement afin de permettre aux citoyens de tenir le gouvernement redevable de leurs dépenses. | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept de la déclaration publique des dépenses du secteur DSSR parmi les parties prenantes aux différents niveaux de la hiérarchie sanitaire, des programmes et projets DSSR • Déclaration publique périodique des dépenses du secteur DSSR et leur diffusion sur les médias sociaux et traditionnels • Organisation de forums publics aux différents niveaux, avec la participation active des parties prenantes clés du secteur DSSR et des groupes vulnérables, pour échanger sur les contenus des déclarations publiques des dépenses et formuler des recommandations appropriées • Formulation de notes de plaidoyer conjointes des acteurs clés du secteur DSSR à la suite aux déclarations publiques des dépenses et à la tenue des forums publics |
| 26. L'audit social (également appelé comptabilité sociale) | L'audit social (également appelé comptabilité sociale) est un processus de suivi par lequel des informations sont collectées sur l'organisation ou le projet, analysées et partagées publiquement de manière participative. Les membres de la communauté mènent un travail d'enquête au terme duquel les résultats sont partagés et discutés publiquement. | <ul style="list-style-type: none"> • Dissémination du concept d'audit social au sein des parties prenantes du secteur DSSR • Organisation d'audits sociaux au niveau des structures sanitaires ou des programmes et projets DSSR et dissémination des résultats à travers les médias sociaux et traditionnels |
| 27. Les comités de gestion des utilisateurs | Les comités de gestion des utilisateurs désignent des groupes de consommateurs assumant des rôles de gestion à long terme pour créer, mettre en œuvre, exploiter et maintenir des services. Les comités de gestion des utilisateurs ont pour objectif d'accroître la participation, de | <ul style="list-style-type: none"> • Disséminer le concept des comités de gestion des utilisateurs des services et produits DSSR au sein des communautés et de la société civile pour les différents niveaux de la hiérarchie des services de santé • Mettre en œuvre et assurer un fonctionnement efficace, inclusif et pérenne de comités de gestion des utilisateurs des services et produits DSSR, notamment au sein des communautés défavorisées ou marginalisées des zones urbaines et rurales |

| Mécanismes d'engagement citoyen | Définitions | Applications au secteur DSSR |
|---------------------------------|---|--|
| | même que la redevabilité et les contrôles financiers. | <ul style="list-style-type: none"> • Produire les rapports de suivi-évaluation de la performance des comités de gestion des utilisateurs et procéder à une large diffusion de ces rapports au sein des parties prenantes des DSSR • Organiser des débats publics inclusifs, participatifs et médiatisés sur les rapports périodiques des comités de gestion des utilisateurs des services et produits DSSR |

6. Évaluation de la pertinence des initiatives d'engagement pour les programmes/projets DSSR

Afin d'opérer un choix optimal des mécanismes d'engagement appropriés pour différentes initiatives, programmes ou projets DSSR, les gestionnaires des programmes DSSR doivent se poser un certain nombre de questions :

- Quel type d'engagement citoyen est adapté aux objectifs au contexte du programmes ou projet DSSR ?
- Selon le type d'engagement citoyen retenu dans le cadre du programme/projet DSSR, quels mécanismes d'engagement citoyen sont plus pertinents ?
- Quel est le niveau de participation requis du gouvernement pour la mise en œuvre du mécanisme d'engagement citoyen retenu ?
- Quel est le niveau requis de participation citoyenne pour la mise en œuvre du mécanisme d'engagement citoyen retenu ?
- Quel est le degré de complexité technique requise, et quel est le niveau de compétence requis pour la mise en œuvre du mécanisme d'engagement citoyen retenu ?
- La mise en œuvre du mécanisme d'engagement citoyen retenu exige-t-elle un temps raisonnable?
- La mise en œuvre du mécanisme d'engagement citoyen retenu exige-t-elle un coût raisonnable dans le cadre du programme/projet DSSR?

Le tableau ci-dessous donne une idée du niveau d'engagement requis du gouvernement et des citoyens, du degré de complexité et de compétences requises de même qu'une estimation du temps et du coût nécessaires pour la mise en œuvre d'une initiative d'engagement donnée.

Tableau d'évaluation de la pertinence des initiatives d'engagement pour les programmes/projets DSSR

| Type d'engagement citoyen | Mécanismes d'engagement citoyen pertinents | Participation requise du gouvernement | Participation citoyenne requise | Complexité technique et compétences requises | Temps | Coût |
|--|--|---------------------------------------|---------------------------------|--|--------|--------|
| Consultation | Audiences publiques | Moyen | Faible | Moyen | Faible | Faible |
| | Discussions en groupe | Faible | Faible | Moyen | Moyen | Moyen |
| | Organe consultatif / Comité | Moyen | Faible | Moyen | Moyen | Faible |
| Prise en charge des réclamations | Mécanismes de prise en charge des réclamations formelles | Faible | Faible | Moyen | Faible | Faible |
| | Jury citoyens | Moyen | Moyen | Moyen | Faible | Faible |
| Recueillir, enregistrer et rendre compte des contributions des citoyens | Audiences publiques | Moyen | Faible | Moyen | Faible | Faible |
| | Discussions en groupe | Faible | Faible | Moyen | Moyen | Moyen |
| | Enquêtes de satisfaction citoyennes | Moyen | Elevé | Elevé | Elevé | Elevé |
| | Carte de score communautaire | Moyen | Moyen | Elevé | Elevé | Elevé |

| Type d'engagement citoyen | Mécanismes d'engagement citoyen pertinents | Participation requise du gouvernement | Participation citoyenne requise | Complexité technique et compétences requises | Temps | Coût |
|--|---|---------------------------------------|---------------------------------|--|--------|--------|
| | Tableau de bord communautaire | Fort | Elevé | Moyen | Elevé | Elevé |
| Collaboration dans la prise de décision | Appartenance des citoyens/utilisateurs dans les organes de décision | Moyen | Moyen | Moyen | Moyen | Faible |
| | Pactes d'intégrité | Fort | Faible | Faible | Faible | Faible |
| | Planification participative | Moyen | Moyen | Elevé | Elevé | Elevé |
| | Budgétisation participative | Fort | Moyen | Elevé | Elevé | Elevé |
| | Jury citoyens | Moyen | Moyen | Moyen | Faible | Faible |
| Suivi et évaluation dirigés par les citoyens | Suivi des achats | Fort | Elevé | Elevé | Moyen | Moyen |
| | Suivi des dépenses publiques | Fort | Elevé | Moyen | Elevé | Elevé |
| | Tableau de bord communautaire | Moyen | Moyen | Elevé | Elevé | Elevé |
| | Audit social | Moyen | Elevé | Elevé | Elevé | Elevé |
| | Carte de score citoyen | Fort | Elevé | Moyen | Elevé | Elevé |
| | Enquêtes de satisfaction citoyennes | Moyen | Elevé | Elevé | Elevé | Elevé |
| Donner aux citoyens des ressources et une autorité sur leur utilisation | Planification participative | Moyen | Moyen | Elevé | Elevé | Elevé |
| | Gestion communautaire | Fort | Elevé | Elevé | Elevé | Moyen |
| | Contractualisation communautaire | Fort | Elevé | Elevé | Elevé | Moyen |
| | Suivi participatif | Moyen | Elevé | Elevé | Moyen | Moyen |
| Renforcement de la capacité des citoyens à s'engager | Campagnes de sensibilisation budgétaire | Faible | Moyen | Faible | Moyen | Moyen |
| | Rapportage publique des dépenses et revenus | Moyen | Faible | Faible | Faible | Faible |
| Diffusion / démystification de l'information | Campagnes d'information | Faible | Faible | Faible | Moyen | Moyen |
| | Chartes citoyennes | Fort | Faible | Faible | Faible | Faible |
| | Centres de services citoyens | Fort | Faible | Faible | Moyen | Moyen |
| | Transparence budgétaire | Fort | Moyen | Faible | Moyen | Moyen |
| | Rapportage public des revenus et dépenses | Moyen | Faible | Faible | Faible | Faible |
| | Campagne de sensibilisation budgétaire | Faible | Moyen | Faible | Moyen | Moyen |

| Type d'engagement citoyen | Mécanismes d'engagement citoyen pertinents | Participation requise du gouvernement | Participation citoyenne requise | Complexité technique et compétences requises | Temps | Coût |
|---------------------------|--|---------------------------------------|---------------------------------|--|-------|-------|
| | Analyse indépendante du budget | Faible | Elevé | Faible | Elevé | Moyen |
| | Budget citoyen | Fort | Moyen | Faible | Moyen | Moyen |

7. Conclusion

Ce module présente l'Engagement Citoyen comme une approche indispensable pour assurer une participation effective et efficace des citoyens dans les cycles des mécanismes de gestion des programmes et projets DSSR.

Le module introduit à des concepts et à vingt-sept (27) mécanismes pouvant être adaptés et exploités par les gestionnaires de programmes/projets DSSR dans leurs contextes spécifiques.

Nous espérons que la vulgarisation de l'EC au sein des parties prenantes du secteur DSSR et une exploitation optimale des mécanismes d'engagement citoyen conduira à une meilleure implication des citoyens dans les instances de direction des structures sanitaires et dans le cycle de la gestion des programmes et projets de santé de la reproduction et des droits sexuels.

Références

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais> (consulté le 20 Août 2019)

International Association for Public Participation. *The Spectrum of Public Participation*. Australia: 2014.

The World Bank Group (WBG). *STRATEGIC FRAMEWORK FOR MAINSTREAMING CITIZEN ENGAGEMENT IN WORLD BANK GROUP OPERATIONS: Engaging with Citizens for Improved Results*. USA: 2013.